Département de la Vendée
Arrondissement de La Roche sur Yon
COMMUNE DE MORTAGNE SUR SEVRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE DU 12 MAI 2022

**Conseillers en exercice : 29 - Conseillers présents : 18 - Conseillers votants : 27
Convocation du 5 mai 2022**

L'an deux mille vingt deux, le douze du mois de mai, à 20h30, le Conseil Municipal de la commune de Mortagne sur Sèvre s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire du mois de mai, sous la présidence de Monsieur Alain BROCHOIRE, Maire.

Etaient présents : Alain BROCHOIRE, Laurence ROMPION, Evelyne ANNÉREAU, Damien ROY, Françoise RETAILLEAU, Olivier SOURICE, Amandine BARREAU, Marie-Dominique MARQUIS, Dominique COUSSEAU, Henia ERNOUL, Marina BEAUFRETON, Vincent BÉNÉTEAU, John REINQUIN, Guillaume BROCHARD, Magali FESQUET, Eric BOUTARD, Cécile BERTRAND, Claude MEL.

Excusés : Philippe MASSÉ qui a donné pouvoir à Olivier SOURICE, Patrice COIRIER qui a donné pouvoir à Evelyne ANNÉREAU, Yann POUVREAU qui a donné pouvoir à Henia ERNOUL, Sophie JAUD qui a donné pouvoir à Marina BEAUFRETON, Arnaud BILLARD, Lydie MICHOT qui a donné pouvoir à Françoise RETAILLEAU, Frédérique DANCOISNE qui a donné pouvoir à Laurence ROMPION, Caroline MALICOT, Nicolas MAURICE qui a donné pouvoir à Marie-Dominique MARQUIS, Romain VINCENT qui a donné pouvoir à Claude MEL, Jean REIS qui a donné pouvoir à Dominique COUSSEAU.

Absents : /

Secrétaire de Séance : Cécile BERTRAND

Conformément aux dispositions du règlement intérieur, Monsieur le Maire ouvre la séance et soumet au vote du Conseil Municipal le procès-verbal de la séance précédente.

Le procès-verbal de la séance du 17 mars 2022 est voté à l'unanimité.

La séance est ouverte sous la présidence de M. Alain BROCHOIRE, Maire.

L'ordre du jour de la présente séance, figurant dans la convocation transmise à chaque conseiller municipal est le suivant :

Olivier SOURICE	1) Acquisition véhicule utilitaire Bio-GNV : demande de subvention à la Région des Pays de la Loire ;
Monsieur le Maire	2) Modification n°22 des statuts de la Communauté de Communes du Pays de Mortagne : capacité juridique à décider et mettre en œuvre de nouvelles dispositions d'aides à la petite enfance ;
Monsieur le Maire	3) Elections professionnelles 2022 : Création d'un comité social territorial (CST) commun entre la Commune et le CCAS ;
Monsieur le Maire	4) Elections professionnelles 2022 : Composition du comité social territorial (CST) ;
Monsieur le Maire	5) Elections professionnelles 2022 : Autorisation à ester en justice en cas de contentieux lié aux élections professionnelles ;
Monsieur le Maire	6) Autorisation d'adhésion de la commune de Mortagne-sur-Sèvre à la médiation préalable obligatoire (MPO) ;
Monsieur le Maire	7) Autorisation de principe de recrutement d'agents contractuels remplaçants au titre de l'article L332-13 du code général de la fonction publique ;
Monsieur le Maire	8) Modification du tableau des effectifs au 1 ^{er} juin 2022 ;
Monsieur le Maire	9) Opération d'aménagement du quartier du Chaintreau : autorisation de signature à l'exécutif du protocole préalable avec l'opérateur ;
Dominique COUSSEAU	10) Convention Département de la Vendée : entretien de l'aménagement de sécurité sur la R.D. 92 ;
Monsieur le Maire	11) Convention GRDF : servitude de passage pour une canalisation de gaz rue Pierre Murzeau ;
Monsieur le Maire	12) Acquisition foncière d'une parcelle de jardin à Evrunes ;
John REINQUIN	13) Cession à l'Etablissement Public Foncier de la Vendée du site de la Tannerie de Fleuriais ;
Laurence ROMPION	14) Convention de mise à disposition des équipements sportifs au profit du collège Olivier Messiaen – année 2022/2023 ;
Monsieur le Maire	15) Information sur les décisions prises par délégation ;

Monsieur le Maire
Monsieur le Maire

16) Information sur les marchés à procédure adaptée ;
17) Information sur le droit de préemption.

1 – ACQUISITION VEHICULE UTILITAIRE BIO-GNV : DEMANDE DE SUBVENTION A LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE

Vu le budget communal,

Vu le règlement relatif à l'acquisition ou la location de véhicules engagés à consommer du Bio-GNV approuvé par la Commission Permanente du Conseil Régional des Pays de Loire le 25/09/2020 ;

Monsieur le Maire rappelle la nécessité de remplacer le camion-benne du service espaces verts à moteur diesel âgé d'une vingtaine d'années.

Soucieuse de privilégier l'utilisation de véhicules moins polluants, la commune de Mortagne-sur-Sèvre souhaite poursuivre le renouvellement de son parc en faisant l'acquisition d'un utilitaire de 3,5 T fonctionnant au Bio-GNV (Gaz Naturel Véhicules). L'acquisition définitive a été réalisée en septembre 2021.

Après plusieurs échanges avec les services du Conseil régional et après consultation du règlement susvisé, une convention relative au versement d'une subvention aidant au financement de véhicules Bio-GNV a été signée le 7 juin 2021 entre la Région des Pays de la Loire et la commune de Mortagne-sur-Sèvre.

Le plan de financement mis à jour de cette opération est le suivant :

Dépenses		Recettes		
nature	montant HT en €	nature	montant HT en €	%
acquisition véhicule IVECO	47 400,00 €	subvention Préfecture	21 389,00 €	45,12
		subvention Région	2 000,00 €	4,22
		autofinancement	24 011,00 €	50,66
total dépenses	47 400,00 €	total recettes	47 400,00 €	

Sur la base du projet présenté, la collectivité sollicite une subvention de 2 000 € au titre du règlement relatif à l'acquisition ou la location de véhicules engagés à consommer du Bio-GNV issu de la feuille de route 2016 sur la transition Energétique 2017-2021 ou tout autre dispositif proposé par la Région.

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 3 mai 2022,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **APPROUVE** le projet d'acquisition d'un véhicule utilitaire Bio-GNV pour le service espaces verts ;
- **SOLLICITE** une subvention d'un montant de 2 000 € au titre du règlement relatif à l'acquisition ou la location de véhicules engagés à consommer du Bio-GNV ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire et à poursuivre l'exécution de la présente délibération.

2 - MODIFICATION N°22 DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MORTAGNE : CAPACITE JURIDIQUE A DECIDER ET METTRE EN ŒUVRE DE NOUVELLES DISPOSITIONS D'AIDES A LA PETITE ENFANCE

Le Maire expose au Conseil Municipal,

Les statuts actuellement en vigueur de la Communauté de Communes du Pays-de-Mortagne, créée à la date du 1^{er} janvier 1997, sont régis par l'arrêté de Monsieur le Préfet du département de la Vendée n°2021-D.C.R.T.A.J.-375 du 21 juin 2021.

Il est aujourd'hui nécessaire de mettre à jour les statuts de la Communauté de Communes car de nouvelles dispositions d'aides à la petite enfance ont été votées lors du Conseil Communautaire du 05 mai 2021 et ne peuvent pas être

appliquées actuellement sans modifier les statuts en vigueur. Pour rappel, l'assemblée du 05 mai 2021 a adopté les dispositions suivantes en faveur du soutien à la petite enfance :

1) Afin de favoriser la venue d'assistants maternels sur le Pays-de-Mortagne :

Mise en place une Prime à l'installation de 300 € pour tout nouvel assistant maternel agréé (*sous condition d'exercice de 3 ans : idem aide à l'installation de la Caisse d'Allocations Familiales CAF*).

2) Afin de poursuivre l'attractivité du territoire pour les Maisons d'Assistantes Maternelles (MAM) :

Maintien de la prime à l'installation de 500 € pour toute nouvelle MAM ouverte (*1 aide pour la MAM et non pas une aide par assistante maternelle*) ;

Modification de l'aide au loyer de 3 ans au lieu de 4 ans en 1 seule convention (*2 premières années : 25% du loyer plafonné à 700 €, 3^{ème} année : 15% du loyer plafonné à 700 €*) ;

Pour les MAM en cours de convention (*1^{ère} convention*), une 2^{ème} convention d'1 an (*au lieu de 2*) sera mise en place dès l'adoption de la présente délibération.

3) Afin de répondre aux besoins d'accueil collectif sur le Pays-de-Mortagne :

Mise en place d'une prime à l'installation de 10 000 € pour les micro-crèches.

Il convient de préciser que les actions qui seront mises en place dans le cadre du Plan Local Unique Santé Social (PLUSS) permettra aussi de mieux mesurer les besoins et d'orienter les futures décisions sur des tarifications sociales (*nombre de familles concernées*) et sur l'accueil occasionnel.

A ce jour, les statuts communautaires ne permettent pas d'adopter l'ensemble de ces différentes propositions mais uniquement celle sur les MAM.

Il est donc proposé de modifier les statuts de la façon suivante afin d'intégrer toutes les aides de cette proposition.

Cette modification concerne le III - Autres compétences de l'**article 8** des statuts :

« [...] III - Autres compétences :

[...]

Famille et Petite enfance :

[...]

6) Relais d'Assistantes Maternelles : modification en Relais Petite Enfance ;

7) Actions, soutiens financiers en faveur du développement des nouveaux modes de garde des jeunes enfants avant leur scolarisation appliqués aux crèches d'entreprises, aux maisons d'assistantes maternelles : Action, soutiens financiers en faveur du développement des modes de garde des jeunes enfants avant leur scolarisation.[...] »

Le Conseil de la Communauté de Communes du Pays-de-Mortagne a approuvé une 22^{ème} modification de ces statuts par délibération n°2022-002 du 12 janvier 2022.

En application des articles L.5211-17 et L.5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), la délibération du Conseil Communautaire a fait l'objet d'une notification auprès de chacun des Maires des onze Communes membres de la Communauté de Communes afin qu'il puisse saisir son Conseil Municipal du projet de modification des statuts.

A compter de cette date de notification qui a eu lieu le 17 mars 2022 pour la Commune, le conseil municipal dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur les transferts de compétences proposés et ou sur la modification envisagée.

A défaut de délibération dans ce délai, sa décision sera réputée favorable.

La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.

Cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la Commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée. Cette dernière condition n'est pas opérante concernant la Communauté de Communes du Pays-de-Mortagne.

En effet, sa commune membre dont la population est la plus importante est inférieure au quart de la population totale concernée.

Au vu de la réunion de cette majorité qualifiée, la décision de modification sera prise par arrêté du représentant de l'État, le Préfet du département de La Vendée.

Où l'exposé du Maire, et la teneur des débats,

Après avis favorable de la commission des finances en date du 3 mai 2022,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal **DECIDE** à l'unanimité :

Article 1 : D'APPROUVER le projet de nouveaux statuts de la Communauté de Communes du Pays-de-Mortagne approuvé par délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays-de-Mortagne réuni en séance publique le mercredi 12 janvier 2022 numérotée n°2022-002, tels qu'ils ont été présentés.

Article 2 : D'ANNEXER ledit projet de nouveaux statuts de la Communauté de Communes du Pays-de-Mortagne à la présente délibération.

Article 3 : DE DEMANDER à Monsieur le Préfet du département de La Vendée de procéder par arrêté à la modification des statuts de la Communauté de Communes du Pays-de-Mortagne en application des articles L.5211-7 et L.5211-20 du C.G.C.T.

Article 4 : DE NOTIFIER la présente délibération au Préfet du département de La Vendée, représentant de l'Etat, et au Président de la Communauté de Communes du Pays-de-Mortagne.

Article 5 : D'AUTORISER Monsieur le Maire à engager et signer toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

3 – ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2022 : CREATION D'UN COMITE SOCIAL TERRITORIAL (CST) COMMUN ENTRE LA COMMUNE ET LE CCAS

Monsieur le Maire expose aux membres du conseil municipal que le renouvellement des instances paritaires interviendra le 8 décembre 2022 afin d'élire les représentants du personnel qui siègeront au sein du Comité social territorial (CST).

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le rapport de l'autorité territoriale :

Monsieur le Maire indique aux membres de l'organe délibérant que conformément à l'article L. 251-5 du code général de la fonction publique, les collectivités territoriales et établissements publics employant au moins cinquante agents sont dotés d'un comité social territorial. En deçà de ce seuil, les collectivités territoriales et établissements publics relèvent du ressort du comité social territorial placé auprès du Centre de gestion.

Il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité de créer un comité social territorial unique compétent à l'égard des agents de la collectivité et de l'établissement ou des établissements à condition que l'effectif global concerné soit au moins égal à cinquante agents,

Considérant que pour des raisons de bonne gestion, il semble cohérent de disposer d'un comité social territorial unique compétent pour l'ensemble des agents de la Commune et du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Mortagne sur Sèvre,

Considérant qu'au 1er janvier 2022, les effectifs de fonctionnaires titulaires, fonctionnaires stagiaires, agents contractuels de droit public et agents contractuels de droit privé, comptabilisés dans le respect des conditions prévues par les articles 4 et 31 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 précité sont de :

- Commune : 97 agents,

- CCAS : 7 agents,

et permettent la création d'un comité social territorial commun,

Considérant que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 26 avril 2022 soit plus de 6 mois avant la date du scrutin,

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 3 mai 2022,

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de créer un comité social territorial commun à la Commune et au CCAS.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité **DECIDE** la création d'un comité social territorial commun compétent pour les agents de la collectivité et du CCAS dans les conditions énoncées par le code général de la fonction publique et par le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 précité.

4 – ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2022 : COMPOSITION DU COMITE SOCIAL TERRITORIAL (CST)

Monsieur le Maire expose aux membres du conseil municipal que le renouvellement général des représentants du personnel dans les instances paritaires interviendra le 8 décembre 2022 afin d'élire les nouveaux membres qui siègeront au sein du comité social territorial (CST).

Il rappelle que par délibération en date du 12 mai 2022, un comité social territorial commun entre la Commune et le CCAS a été créé.

Le comité social territorial comprend deux collèges : les représentants du personnel et, en nombre au plus égal à ces derniers, les représentants de la collectivité et de l'établissement, y compris le Président. Les représentants titulaires sont en nombre égal à celui des représentants suppléants.

Le respect du paritarisme numérique entre les deux collèges n'est pas exigé.

Après consultation des organisations syndicales, l'organe délibérant détermine le maintien ou non du paritarisme et le nombre de représentants titulaires de chacun des collèges. Le nombre de représentants du personnel ne peut être inférieur à trois ni supérieur à cinq dans les collectivités et établissements publics employant au moins cinquante agents et moins de deux cents agents.

Enfin, l'organe délibérant précise éventuellement le caractère délibératif des voix des représentants de la collectivité et de l'établissement.

Monsieur le Maire soumet donc au vote les dispositions suivantes :

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 251-5 et L. 251-6,

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Considérant que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 26 avril 2022 soit plus de 6 mois avant la date du scrutin,

Considérant que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2022 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel au comité social territorial est de :

- Commune : 97 agents,
- CCAS : 7 agents,

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 3 mai 2022,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **FIXE** le nombre de représentants titulaires du personnel à TROIS (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants) ;
- **FIXE** le nombre de représentants de la collectivité à TROIS, instaurant ainsi le paritarisme numérique ;
- **DECIDE** le recueil, par le comité social territorial, de l'avis des représentants de la collectivité ;
- **DECIDE** d'informer Monsieur le Président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Vendée de la création de ce comité social territorial et de transmettre un exemplaire de la présente délibération.

5 – ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2022 : AUTORISATION A ESTER EN JUSTICE EN CAS DE CONTENTIEUX LIE AUX ELECTIONS PROFESSIONNELLES

Monsieur le Maire expose aux membres du conseil municipal que le renouvellement des instances paritaires interviendra le 8 décembre 2022 afin d'élire les représentants du personnel qui siègeront au sein du comité social territorial.

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 251-5 et L. 251-6,

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Considérant qu'il importe d'autoriser Monsieur le Maire à défendre les intérêts de la collectivité dans cette affaire,

Considérant le fort risque contentieux qui découle des opérations électorales,

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 3 mai 2022,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à représenter la Commune pour tout litige relatif aux élections professionnelles (comité social territorial) du 8 décembre 2022 et à faire appel à un avocat en cas de besoin ;

- **DECIDE** d'inscrire les crédits nécessaires au budget au règlement des sommes dues au titre des frais d'honoraires et frais d'actes contentieux.

6 – AUTORISATION D'ADHESION DE LA COMMUNE DE MORTAGNE-SUR-SEVRE A LA MEDIATION PREALABLE OBLIGATOIRE (MPO)

Le Maire expose aux membres du conseil municipal que la loi n°2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire entérine le dispositif expérimental de Médiation Préalable Obligatoire (MPO) en insérant un article 25-2 à la loi du 26 janvier 1984 - articles L. 827-7 et L. 827-8 du code général de la fonction publique, et en modifiant les articles L 213-11 à L 213-14 du Code de Justice Administrative (CJA).

Le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 définit les catégories de décisions pouvant faire l'objet d'une médiation préalable obligatoire et fixe les règles relatives à l'organisation de cette médiation préalable obligatoire.

Les recours contentieux formés par les agents publics civils à l'encontre des décisions administratives suivantes sont ainsi précédés d'une médiation préalable obligatoire :

1° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés à l'article L. 712-1 du code général de la fonction publique ;

2° Refus de détachement ou de placement en disponibilité et, pour les agents contractuels, refus de congés non rémunérés prévus aux articles 20, 22, 23 et 33-2 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 et 15, 17, 18 et 35-2 du décret n°88-145 du 15 février 1988 ;

3° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé mentionné au 2° du présent article ;

4° Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps ou cadre d'emploi obtenu par promotion interne ;

5° Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

6° Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application des articles L. 131-8 et L. 131-10 du code général de la fonction publique ;

7° Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par les décrets du 30 novembre 1984 et du 30 septembre 1985 susvisés.

Dans la fonction publique territoriale, la médiation préalable obligatoire est confiée aux centres de gestion.

L'article L231-12 du CJA prévoit que lorsque la médiation constitue un préalable obligatoire au recours contentieux, son coût est supporté par l'administration qui a pris la décision attaquée.

Cependant, et afin de faire bénéficier au plutôt les collectivités du dispositif, le Centre de Gestion a convenu dans un premier temps que le financement de la médiation préalable obligatoire s'inscrit dans le cadre de la contribution aux missions additionnelles (cotisations additionnelles) des collectivités et établissements publics affiliés.

Dans un second temps, et une fois que le Centre de Gestion aura délibéré pour déterminer les tarifs applicables pour une médiation préalable obligatoire, ce seront ces tarifs qui seront appliqués de plein droit aux médiations qui débiteront après la date de la délibération déterminant lesdits tarifs.

Le Maire propose d'adhérer à la médiation préalable obligatoire et sollicite l'autorisation du conseil pour signer la convention en annexe.

Après avis favorable de la commission des finances du 3 mai 2022, le conseil municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **DECIDE D'ADHERER** à la médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de médiation préalable obligatoire à conclure avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Vendée, et tous documents relatifs à la mise en œuvre de cette procédure,

- **DONNE** tout pouvoir à Monsieur le Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

7 - AUTORISATION DE PRINCIPE DE RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS REMPLAÇANTS AU TITRE DE L'ARTICLE L332-13 DU CODE GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal que les dispositions de l'article L. 332-13 du code général de la fonction publique prévoit la possibilité de recruter des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire d'agents publics territoriaux (fonctionnaires et agents contractuels) sur emploi permanent autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un détachement de courte durée, d'une disponibilité de courte durée prononcée d'office, de droit ou sur demande pour raisons familiales, d'un détachement pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation dans un corps ou un cadre d'emplois de fonctionnaires ou pour suivre un cycle de préparation à un concours donnant accès à un corps ou un cadre d'emplois, d'un congé régulièrement accordé en application du code général de la fonction publique ou de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Il expose que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels indisponibles. Ces contrats peuvent prendre effet avant le départ de l'agent à remplacer. Ils peuvent également être renouvelé par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence de l'agent public territorial à remplacer.

Après avis favorable de la commission des finances du 3 mai 2022,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal **DECIDE** à l'unanimité :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à recruter des agents contractuels dans les conditions fixées par l'article L. 332-13 du code général de la fonction publique, pour les motifs définis en annexe de la présente délibération, pour remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles sur emploi permanent. Il sera chargé de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience professionnelle et leur profil,

- **DIT QUE** la dépense correspondante sera inscrite au budget primitif chaque année.

8 – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS AU 1^{ER} JUIN 2022

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le tableau des effectifs doit être modifié pour le bon fonctionnement des services après plusieurs mouvements de mobilité.

-Création d'un poste de rédacteur territorial principal de 2^e classe / chargée de communication pour le 10/06/2022

-Création d'un poste d'attaché territorial / directrice des ressources humaines pour le 27/06/2022.

-Création d'un poste d'adjoint technique / ouvrier polyvalent du bâtiment pour le 01/09/2022

Il est donc proposé de modifier le tableau des effectifs comme suit :

Date	Postes à supprimer	Postes à créer
01-06-2022	Rédacteur territorial TC	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe TC
01-06-2022		Attaché territorial TC
01-09-2022		Adjoint technique territorial TC

Après avis favorable de la commission des finances en date du 3 mai 2022, le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité **DECIDE** l'adoption du tableau des effectifs présenté en annexe.

9 - OPERATION D'AMENAGEMENT DU QUARTIER DU CHAINTREAU : AUTORISATION DE SIGNATURE A L'EXECUTIF DU PROTOCOLE PREALABLE AVEC L'OPERATEUR

Vu la délibération du 16 décembre 2021 du conseil municipal autorisant le lancement de la consultation d'opérateurs pour l'opération d'aménagement du quartier du Chaintreau,

Vu la commission ad-hoc du 24 mars 2022,

Un rapport d'analyse a été présenté le 24 mars 2022 à la commission ad-hoc pour choisir le futur opérateur qui aménagera le quartier du Chaintreau. Six candidats ont déposé un dossier pour ce projet.

Il s'avère que le candidat VILLADIM a présenté l'offre la plus intéressante et une audition a été organisée le 25 avril 2022 avec les membres de la commission.

A la suite de cette rencontre, la commission ad-hoc a donné un avis favorable pour retenir le candidat VILLADIM et poursuivre les échanges afin d'établir un protocole préalable définissant les engagements réciproques des parties jusqu'à la vente des terrains.

Après avis favorable de la commission cadre de vie-aménagement urbain du 25 avril 2022, le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le choix de l'opérateur VILLADIM par la commission ad-hoc ;
- **D'AUTORISER** l'exécutif à signer le protocole préalable prévu dans le cahier des charges définissant les engagements de chaque partie.

10 - CONVENTION DEPARTEMENT DE LA VENDEE : ENTRETIEN DE L'AMENAGEMENT DE SECURITE SUR LA R.D. 92

Monsieur le Maire rappelle les travaux d'aménagements urbains réalisés rue de la Paix, sur la route départementale n°92 qui consistent à sécuriser le passage fréquenté par les promeneurs entre la sortie de Saint Hilaire de Mortagne ainsi que l'aménagement du carrefour menant à Boutin le long de la RD 92.

Il présente également le projet de convention établie par le Conseil Départemental de la Vendée fixant les conditions d'entretien ultérieur de l'aménagement routier qui a été réalisé sur la R.D. 92 (du P.R. 2+039 au P.R. 2+497) sur la rue de la Paix à Saint Hilaire de Mortagne.

Ce document définit la répartition des charges d'entretien des ouvrages réalisés entre la Commune et le Conseil Départemental.

Sur la R.D. n°92, du PR 2+039 au Pr 2+497, la Commune assurera à ses frais l'entretien :

- Des parties revêtues en produits bitumeux des zones aménagées (plateaux, rampants, stationnements longitudinaux) ;
- Des bordures et caniveaux ;
- Des trottoirs et accotements ayant reçu un revêtement ;
- Des fossés et accotements restés en l'état ;
- Du busage de fossé ;
- Du réseau d'assainissement lié aux aménagements ;
- Des accotements enherbés ;
- De la signalisation horizontale (aussi bien la peinture routière que la résine à froid) et verticale (sauf régime de priorité) liée aux aménagements ou à un choix esthétique particulier de la Commune ;
- Des aménagements paysagers ;
- Du mobilier urbain ;
- Des clous matérialisant les passages piétons ;
- De l'éclairage public existant y compris son fonctionnement ;
- Le remplacement de la signalisation directionnelle d'intérêt local ou liée à un choix esthétique particulier de la Commune ;
- De la piste cyclable sur le domaine public Départemental.

Vu l'avis favorable de la commission cadre de vie-développement urbain en date du 25 avril 2022, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ACCEPTE** la convention relative à un aménagement de voirie sur le domaine public départemental, en et hors agglomération, fixant les conditions de son entretien ultérieur,

- **PREND ACTE** des charges d'entretien qui lui incombent qui sont définies dans ladite convention,
- **DONNE** tout pouvoir à M. le Maire pour signer la convention et les documents afférents à ce dossier.

11 - CONVENTION GRDF : SERVITUDE DE PASSAGE POUR UNE CANALISATION DE GAZ RUE PIERRE MURZEAU

Une conduite de gaz traverse la parcelle communale cadastrée section BB numéro 80 située rue Pierre Murzeau. La société GRDF propose la signature d'une convention de servitude de passage afin de définir ses droits et pouvoirs au titre de cette conduite de gaz.

Considérant que cette exploitation a vocation à la perpétuité, ce droit réel de passage profitera également aux ayants-droits successifs et préposés de GRDF pour le besoin de leurs activités. Par ailleurs, outre l'intérêt général de la distribution, le conduit n'affecte pas la valeur du fonds. En conséquence, il est proposé qu'aucune contrepartie financière ne sera versée.

Vu l'avis favorable de la commission cadre de vie-développement urbain réunie le 25 avril 2022,

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- **APPROUVE** la convention de servitude de passage,
- **APPROUVE** la réitération de la convention par acte authentique devant notaire pour les besoins de la publicité foncière,
- **DIT QUE** les frais seront à la charge de la société GRDF,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de servitude gaz VK7 – 2250020,
- **DONNE** à Monsieur le Maire tout pouvoir afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à se faire représenter pour la signature de l'acte notarié par la personne de son choix et lui donner pouvoir.

12 - ACQUISITION FONCIERE D'UNE PARCELLE DE JARDIN A EVRUNES

Dans le cadre de la future construction du restaurant scolaire et accueil périscolaire d'Evrunes, la Commune souhaite se porter acquéreur de la parcelle de jardin jouxtant le projet et cadastrée section BB numéro 33 d'une superficie de 378 m² située « Le Haut Bourg d'Evrunes » à Mortagne-sur-Sèvre.

Après accord de la propriétaire, Mme BEAUFRETON Ghislaine domiciliée 13 rue des Grands Détours à SAUMUR (49400), l'acquisition est proposée sur la base de 3,15 euros H.T. le m².

Vu l'avis favorable de la commission cadre de vie-développement urbain en date du 25 avril 2022,

Après avoir entendu cet exposé, le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **ACCEPTE** le principe de l'acquisition de la parcelle référencée ci-dessus pour une surface totale de 378 m² sur la base de 3.15 euros HT /m², soit un total à acquérir qui équivaut à la somme de 1 190,70 euros HT hors frais notariés,
- **DIT QUE** que les frais d'actes notariés liés à ces transactions seront à la charge de la Commune,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'acte d'acquisition et les documents afférents à ce dossier,
- **DONNE** à Monsieur le Maire tout pouvoir afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

13 - CESSION A L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LA VENDEE DU SITE DE LA TANNERIE DE FLEURIAIS

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la Commune et l'Etablissement Public Foncier (E.P.F) de la Vendée ont approuvé une convention opérationnelle de maîtrise foncière en vue de réaliser un projet dans le secteur de la friche de Fleuriais.

La commune a acquis le 12 avril 2018 l'ensemble immobilier du site industriel désaffecté de Fleuriais.

Afin de mener à bien les opérations de dépollution et de déconstruction de ladite friche industrielle, l'E.P.F. propose à la Commune de lui céder l'ensemble de la friche industrielle comprenant les parcelles cadastrées section AI n°138, n°139, n°140, n°141, n°142, n°267 et n°270 soit une superficie de 20 376 m².

Vu l'avis du Domaine n° DS 8276247 en date du 29 mars 2022 portant la valeur vénale de l'ensemble à un euro symbolique,

Vu l'avis favorable de la commission cadre de vie-développement urbain en date du 25 avril 2022,

Après avoir entendu cet exposé, le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **DECIDE** de céder l'ensemble immobilier (parcelles cadastrées section AI n°138, n°139, n°140, n°141, n°142, n°267 et n°270) à l'E.P.F. de la Vendée au prix d'un euro symbolique,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'acte de cession et les documents afférents à ce dossier,

- **DONNE** à Monsieur le Maire tout pouvoir afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

14 - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS AU PROFIT DU COLLEGE OLIVIER MESSIAEN – ANNEE 2022/2023

Par délibération en date du 6 novembre 2014, le conseil municipal a décidé la mise à disposition à titre onéreux des équipements sportifs de la ville, au profit du collège Olivier Messiaen pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2015.

Une convention a été conclue à cet effet avec le Conseil Départemental de la Vendée en date du 10 novembre 2014, à compter du 1^{er} janvier 2015 pour une durée de 10 ans.

En application de cette convention, la commune de Mortagne-sur-Sèvre, propriétaire des équipements sportifs (complexe sportif, salles de sport, terrains de sport), s'engage à mettre ces équipements à disposition du collège Olivier Messiaen en vue de la pratique de l'éducation physique et sportive, dans le cadre des programmes obligatoires.

Un planning est établi chaque année et d'un commun accord entre le collège et la Commune.

En contrepartie de cette mise à disposition, le collège verse à la commune une participation financière, calculée selon les créneaux horaires réservés, en fonction du tarif horaire fixé chaque année par le Conseil Départemental de la Vendée.

La signature d'une convention entre la Commune et le collège est un préalable au versement de la participation du Département. La convention est établie pour la période du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023 :

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 3 mai 2022, le conseil municipal, après avoir délibéré à l'unanimité :

- **APPROUVE** le projet de convention de mise à disposition des équipements sportifs pour la période du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention avec le collège,
- **DONNE** tout pouvoir à Monsieur le Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

15 - INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION

Monsieur le Maire expose :

Conformément aux dispositions des articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est rendu compte des décisions prises par application des délégations accordées au Maire par délibération du conseil municipal en date du 26 mai 2020.

Dans ce cadre, les arrêtés suivants ont été pris par délégation entre le 17 mars 2022 et le 12 mai 2022 :

DATE	N° DE L'ARRETE	LIBELLE / OBJET
25/04/2022	AR22SG026	Suppression de la sous-régie de recettes n°30007B pour le service culture / communication / vie associative

Le conseil municipal, **PREND ACTE** de ces décisions prises par le Maire.

16 - INFORMATION SUR LES MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE

Conformément à l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le maire informe le Conseil Municipal des marchés et avenants attribués et notifiés pour la période du 17 mars au 12 mai 2022 en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marché public par la délibération n°DEL20SG059 du 26 mai 2020.

Parmi les indications mentionnées sur cette liste figurent :

- Les dates de parution des avis de publication,
- L'objet du marché,
- Le nom des entreprises retenues,
- Le montant TTC des marchés,
- Les dates de notification des marchés.

Le conseil municipal prend acte de ces décisions prises par le maire résumées dans le tableau ci-dessous.

MARCHES :

N° de marché Objet de la consultation	Date parution avis publicité	Titulaire du marché	Montant TTC	Date notification du marché
néant				

AVENANTS :

N° de marché Objet de la consultation/ N° de lot	Titulaire du marché	Objet et Montant TTC de l'avenant	Montant du nouveau marché TTC	%	Date notification de l'avenant
2021-04 Extensions et rénovation de la bibliothèque - lot 1	BOUCHET	Travaux supplémentaires 5357.10 €	41 900.10 €	14.66	12/04/2022
2021-04 Extensions et rénovation de la bibliothèque - lot 2	MIGOUT	Travaux supplémentaires 4128.58 €	98 618.95 €	4.37	13/04/2022
2021-04 Extensions et rénovation de la bibliothèque - lot 5	MIGOUT	Travaux supplémentaires 1 607.08 €	17 74.52 €	10.39	13/04/2022

17 - INFORMATION SUR LE DROIT DE PREEMPTION

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal des décisions prises en vertu de la délégation de pouvoirs qui lui a été donnée par le Conseil Municipal, conformément à l'article L2122-33 du Code Général des Collectivités Territoriales.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire,

VU la délibération en date du 26 mai 2020 relative aux délégations de pouvoirs données par le Conseil Municipal au Maire,

- **PREND ACTE** des décisions suivantes :

- La commune n'a pas exercé son droit de préemption sur les biens mentionnés dans le tableau ci-dessous :

**Liste des D.I.A. (déclarations d'intention d'aliéner)
entre le 17 mars 2022 et le 12 mai 2022
pour lesquelles la commune n'a pas exercé son droit de préemption**

Numéro	Date de dépôt	Demandeur	Adresse du terrain	Référence cadastrale	Superficie	Usage	Date de renonciation
22 DPU 025	15/03/22	Me Fourage Mortagne/Sèvre	28 rue Nationale	AE n° 692-638	12 a 62 ca	Habitation	22/03/2022
22 DPU 026	15/03/22	Me Fourage Mortagne/Sèvre	16 rue Beethoven	AE n° 457	5 a 52 ca	Habitation	22/03/2022
22 DPU 027	16/03/22	Me Sicard St Denis Chevasse	2 rue de la Gare	BB n° 156	5 a 00 ca	Habitation	22/03/2022
22 DPU 028	18/03/22	Me Leloup Mortagne/Sèvre	41 route de Cholet	AD n° 365	1 a 52 ca	Habitation	22/03/2022
22 DPU 029	18/03/22	Me Remond Mortagne/Sèvre	13 ^{bis} route de Nantes	AC n° 181	4 a 39 ca	Habitation	22/03/2022
22 DPU 030	21/03/22	Me Fourage Mortagne/Sèvre	3 place des Prieurs	AZ n° 150 151	1 a 58 ca	Habitation	22/03/2022
22 DPU 031	25/03/22	Me Texereau Mortagne/Sèvre	16 place Hullin	AH n° 290-292 296-300-570-298	5 a 33 ca	Habitation	19/04/2022
22 DPU 032	28/03/22	Me Levaufre Les Herbiers	15 rue de la Sicoterie	AH n° 523-526 548	1 a 84 ca	Habitation	29/03/2022
22 DPU 034	06/04/22	Me Fourage Mortagne/Sèvre	3 rue du Marquilleau	AD n° 35	8 a 00 ca	Habitation	12/04/2022
22 DPU 035	07/04/22	Me Rémond Mortagne/Sèvre	1 place de l'église d'Evrunes	AZ n° 37	1 a 67 ca	Habitation	12/04/2022
22 DPU 038	12/04/22	Me Fourage Mortagne/Sèvre	4 rue du 8 Mai	AD n° 57 143	4 a 76 ca	Habitation	19/04/2022
22 DPU 039	20/04/22	Me Viaud St Hilaire des Loges	13 rue du Château	AH n° 286	3 a 52 ca	Habitation	26/04/2022
22 DPU 040	20/04/22	Me Vrignaud Cholet	13 rue d'Anjou	AB n° 509	7 a 83 ca	Habitation	26/04/2022
22 DPU 041	28/04/22	Me Rémond Mortagne/Sèvre	Le haut bourg d'Evrunes	BB n° 12	88 ca	Jardin	03/05/2022
22 DPU 042	02/05/22	Me Girard Beaupréau	14 rue des Roches	BB n° 125	5 a 70 ca	Habitation	03/05/2022
22 DPU 043	04/05/22	Me Poupelin Sèvremoine	10 rue Berlioz	AE n° 384	4 a 43 ca	Habitation	10/05/2022

➤ La commune a exercé son droit de préemption sur les biens mentionnés dans le tableau ci-dessous :

Liste des D.I.A. (déclarations d'intention d'aliéner)
entre le 17 mars 2022 et le 12 mai 2022
pour lesquelles la commune a exercé son droit de préemption

Numéro	Date de dépôt	Demandeur	Adresse du terrain	Référence cadastrale	Superficie	Usage	Date de renonciation
NEANT							

Le Maire

Alain BROCHOIRE